

## JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE CANCER

# Flux de malades pour peu de moyens au CPMC d'Alger

**Parlons-nous suffisamment de la maladie du cancer, du parcours du cancéreux et de sa prise en charge ? Sachons-nous pourquoi entre avril 2007 et janvier 2008, 3 000 nouveaux cas sont venus allonger la liste des 30 000 malades inscrits chaque année dans les fichiers de nos hôpitaux ? Le cancer reste incontestablement la maladie la plus redoutée par les personnes qui souffrent jusqu'à être considéré parfois comme une honte et une fatalité.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - A mesurer l'ampleur de cette maladie en Algérie et son développement rapide, il est aujourd'hui important de revenir sur les facteurs favorisant la montée en flèche du nombre des malades.

Si les facteurs environnementaux (tabagisme, hygiène de vie, stress) sont généralement mis à l'avant par les spécialistes, il n'en demeure pas moins que le manque de sensibilisation, de dépistage et de prévention accentuent la gravité de la maladie et compliquent l'intervention médicale. Le Centre national Pierre et Marie Curie, du CHU Mustapha-Pacha d'Alger est submergé par une forte demande des malades cancéreux.

Des moyens colossaux sont accordés à ce centre mais sont insuffisants pour satisfaire le nombre important de malades qui affluent chaque jour à la capitale en provenance des différentes

régions du pays, par faute de moyens dans les centres régionaux anticancéreux. Rencontré, hier, au service des enfants cancéreux, le Dr Gachi nous a fait part des difficultés du CPMC à répondre à la demande d'hospitalisation et de prise en charge à différents niveaux des enfants cancéreux.

En l'absence de centre spécialisé pour enfants, ces derniers sont dispersés dans les services de pédiatrie des hôpitaux dans l'attente incertaine de trouver une place au CPMC. Une attente qui dure parfois des semaines et des mois. Alors que cette unité pour enfants dispose uniquement de 11 lits, 300 nouveaux cas d'enfants cancéreux sont enregistrés annuellement dans le centre contre 1500 cas au niveau national. Selon notre interlocutrice, 80% des enfants transférés au CPMC arrivent à un stade très avancé de la maladie. A quoi est due cette situation ? « Je crois que c'est notre système de santé qui est défaillant.

L'enfant ou le malade en général consulte une dizaine de médecins et spécialistes avant que sa maladie ne soit diagnostiquée », affirme le Dr Gachi en mettant en avant le manque de communication entre les médecins et celui des moyens dans les villes de l'intérieur.

A signaler également que 80% des malades sont issus de milieux défavorisés, contraignant ainsi la



Le tabac, l'une des principales causes de cancer.

prise en charge du malade, que cela soit au niveau des traitements ou de l'hygiène de vie de celui-ci. L'Algérie est en deçà de la moyenne mondiale en matière de prise en charge des enfants cancéreux. Pour 2008, l'OMC a signalé que 75% des enfants atteints de cette maladie seront guéris. Hélas, pour notre pays, le pourcentage ne pourra même pas atteindre les 50%, selon notre interlocutrice.

## Cancéreux en fin de vie : la douleur

Pour mieux comprendre les difficultés rencontrées par les malades cancéreux, nous avons pris attache avec l'association El Amel du CPMC, qui active au profit des malades. Le va-et-vient du président de cette association, M. Khettab dans les couloirs du Centre Pierre et Marie Curie est

révélateur du grand rôle joué par celle-ci. « Vous déposez le premier groupe et vous passez au siège récupérer les médicaments notés sur ces ordonnances. Les malades attendent. Ils sont en haut. Dépêchez-vous », a lancé M. Khettab en direction du chauffeur de l'association. Cet échange revient à plusieurs reprises dans la journée.

L'équipe d'El Amel est colocataire du PCMC, même si son espace se trouve ailleurs. Des dizaines de malades suivant des traitements en chimiothérapie et radiothérapie venant des régions intérieures sont ainsi pris en charge par l'association qui a même aménagé une maison d'accueil pour les malades cancéreux. « A priori, notre mission était de garantir un espace de loisir pour les malades. Malheureusement ce que nous faisons, c'est du

100% social », nous a expliqué la vice-présidente de l'association. « Les malades font face systématiquement à une rupture de stock des médicaments dans les hôpitaux, que nous essayons de procurer chez des donateurs », signale-t-on. « Une femme qui a subi une ablation du sein a besoin d'un traitement de longue durée et certains médicaments sont prescrits à vie.

Ils sont très chers. Une injection coûte 18 000 DA et elle est obligatoire tous les 28 jours durant les deux premières années qui suivent l'ablation. Alors, imaginez les coûts annuellement », fait savoir la vice-présidente d'El Amel.

Elle ajoute qu'un traitement en chimiothérapie oral coûte 38 000 DA. « Cela coûte excessivement cher pour l'Etat, alors on se demande pourquoi de telles sommes ne sont pas déboursées également dans des programmes de prévention et de sensibilisation », déplore-t-elle en insistant que le dépistage est le seul moyen possible pour freiner l'accélération de la maladie du cancer et de son traitement au moment opportun avant qu'elle ne dévaste la partie atteinte du corps.

Par ailleurs, l'interlocutrice évoque une catégorie spéciale des cancéreux. Il s'agit de ceux qui sont en fin de vie. Ceux-là ne sont pas pris en charge par le PCMC, ni par aucune autre structure de l'Etat, alors qu'ils ont besoin d'assistance médicale et humaine en permanence. « Il est impensable, voire inhumain de laisser mourir les gens dans la douleur. Nous sommes tous interpellés par ces cas pour lesquels nous pourrions des médicaments pour soulager leurs douleurs et atténuer leurs souffrances », dit-elle.

R. M.

## BLIDA Le chef de la garde communale sous contrôle judiciaire

De sources judiciaires nous avons appris que le chef de la garde communale de Blida vient d'être placé, avec quatre autres cadres de cette même institution, sous contrôle judiciaire. Selon notre source, les mis en cause ont été auditionnés par le juge d'instruction près le tribunal de Blida au motif qu'ils sont accusés de détournement de deniers publics et de passation de marchés contraires à la législation et ce, dans le cadre de l'achat de produits pour la garde communale.

Il y a lieu de signaler que le responsable de la garde communale de Blida est également poursuivi dans l'affaire de l'ex-wali de Blida et a été entendu, il y a quelques semaines, par le magistrat conseiller près la Cour suprême.

M. B.

## VIOLENCE CONJUGALE ET VIOLENCE CONTRE LES MINEURS

# Tendance à la hausse

**Le phénomène de la violence conjugale et de la violence contre les mineurs connaît une nette recrudescence en Algérie. Sur 13 152 victimes, on dénombre 4 875 mineurs et 8 277 femmes pour la seule année 2007.**

**Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir)** - Des chiffres terrifiants, rapportés par les services de la direction générale de la Sûreté nationale. Des chiffres encore loin de la réalité...

Phénomène urbain, entretenu par la décadence morale, la pauvreté, une crise de morale....

Ce sont les arguments apportés par le panel de spécialistes et représentants du mouvement associatif, réunis, hier, au centre de presse d'El Moudjahid, pour débattre du thème de la violence conjugale et celle contre les mineurs.

Diversifiées, les formes de violence se ressemblent dans la gravité et les conséquences. Selon le commissaire Messaoudène

Kheira, la violence à l'égard de la gent féminine est « centralisée dans les grandes villes » à savoir Alger, Annaba et Oran. D'après les plaintes enregistrées près des services de sécurité, on dénombre 5316 femmes ayant subi des violences physiques, 2511 victimes de maltraitance, 256 agressions sexuelles, 20 cas de meurtre avec préméditation et 174 plaintes pour harcèlement sexuel.

Le profil de l'agresseur n'est pas toujours celui que l'on s'imagine.

« Les agresseurs peuvent être des gens instruits, jouissant d'un rang social élevé, des chômeurs et même des handicapés », commente Mme Messaoudène. M. Mekki, directeur exécutif de la Forem et membre de l'observatoire national

des droits de l'enfant, pense que les agresseurs sont le plus souvent des analphabètes. La majorité des agresseurs seraient des hommes sans emploi. S'agissant des violences à l'encontre de femmes, on remarque une proportion très importante d'agresseurs étrangers, de 73%, notamment sur les voies publiques ou les lieux de travail.

Dans le cas des violences conjugales et familiales, les maris viennent en tête du classement, suivis par les frères avec 4%, les enfants 3%, les amants 3% et les pères 0,86%.

Ces violences entraînent des conséquences dramatiques et peuvent parfois mener au suicide. Plusieurs femmes sont décédées sous les coups de leur agresseur, dans les violences domestiques.

Les violences physiques viennent en tête avec plus de 64%, suivies par les diverses maltraitances, meurtres et harcèlements sexuels.

Pour ces derniers, les femmes

actives sont les plus exposées. « Concernant la violence à l'égard des mineurs, celle-ci aurait diminué grâce à une prise de conscience de la part des parents », explique le commissaire Messaoudène.

Estimés à 5 067 victimes en 2006, les victimes mineures ont atteint 4 875 en 2007. Parmi ces mineurs, 2 803 auront subi des violences corporelles, 1 546 des sévices sexuels, 357 des cas de maltraitance. Par ailleurs, on enregistre 20 victimes de meurtre et 146 cas de rapt.

Cependant, selon maître Azzi « un arsenal juridique existe pour punir les agresseurs et apporter un soutien aux victimes ».

Cet avocat dénonce le mutisme des victimes et de leurs familles qui préfèrent se préserver sous une « culture traditionnelle » comme dirait M. Mekki. Un mutisme qui ne permet pas à la justice l'entame des procédures.

W. Z.